

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Mamoudzou, le 09 juin 2026

L'économie de Mayotte au 1^{er} trimestre 2026 : **Après une reprise soutenu Post-CHIDO : une conjoncture économique au ralenti sur le début d'année 2026**

Au premier trimestre 2026, l'activité économique semble être atone et les perspectives pour le prochain trimestre s'orientent vers un ralentissement de l'activité.

L'Indicateur du climat des affaires (ICA) recule de 5,5 points et se positionne à 106,5. L'activité globale continue de progresser sur ce trimestre, bien que ce sentiment soit partagé par moins d'entreprises qu'au trimestre précédent. La baisse de l'ICA est portée dans l'ensemble par une contribution négative des délais de paiement et des niveaux de trésorerie. Toutefois, les carnets de commandes demeurent remplis et les effectifs progressent.

Comparé au dernier trimestre de 2025, **l'Indice des prix à la consommation (IPC)** demeure stable à Mayotte au premier trimestre 2026. Sur un an, les prix des services croissent de 0,4%, ceux de produits manufacturés de 0,5. En revanche, les prix de l'énergie reculent de 5,5% en raison de la baisse des tarifs de l'électricité et des produits pétroliers.

La consommation des ménages s'oriente vers une diminution. Les importations de produits courants et de produits d'équipement du foyer reculent respectivement de 13,9 % et 6 % par rapport au trimestre dernier. En revanche, les crédits à la consommation enregistrent une progression de 1,4% dont une partie demeure dédiée à de l'investissement immobilier.

Après une hausse inédite au trimestre précédent (+3,8 % en valeur), **les importations enregistrent une diminution au premier trimestre de l'année (-2,8)**. Cette évolution s'explique par un recul des importations dans la plupart des catégories de biens. Les produits de consommation courante (-13,9 %), les biens intermédiaires (-8,2 %), les biens d'équipement du foyer (-6,0 %).

L'activité sectorielle enregistre une évolution atone

Le secteur du BTP poursuit sa tendance haussière amorcée depuis plusieurs trimestres. Les carnets de commandes demeurent remplis même si l'évolution tend à la baisse. Le secteur continue de souffrir d'une dégradation des délais de paiement et des trésoreries.

L'activité commerciale rechute ce trimestre, en écho à la baisse de la consommation des ménages. Les trésoreries sont jugées défavorables par les chefs.

L'activité dans **les services marchands** est bien orientée. Les carnets de commandes sont remplis et les prix pratiqués progressent.

L'**Institut d'émission des départements d'outre-mer** assure le rôle de banque centrale dans les cinq départements d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte), ainsi que dans les collectivités de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy et Saint-Martin et des TAAF, dont la monnaie est l'euro. Il exerce ses missions de banque centrale « au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France ». L'IEDOM exerce également des missions de service public qui lui ont été confiées par l'État. Par ailleurs, il assure le rôle d'observatoire économique et financier des économies ultramarines.

Nos publications et statistiques sont téléchargeables sur le site www.iedom.fr

Contact presse : D. ALI CHARIF - tél : 02 69 61 05 05, daoulab.alicharif@iedom.fr